



COMITE REGIONAL DE LORRAINE

COMITE ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE

REUNION PLENIERE DU
18 novembre 2011

Rapport sur la SITUATION ECONOMIQUE, sociale et environnementale

- Présents : Bernadette Hilpert, Raymond Bayer, Christian Biston, Gilbert Krausener, Pascal Févotte, Alain Vizot
- Excusés : Bertrand Gosselin,
- Absente : Régine Vançon-Leglois (sans donner de pouvoir)

Les UD ont été destinataires d'un lien pour télécharger le Rapport. Il sera bientôt en ligne sur le site du CESEL.

Par ailleurs, les participants à la Conférence Régionale de la CGT en Lorraine recevront un exemplaire papier de ce document.

Quelques faits saillants du rapport :

- Ø La Lorraine a subi une forte récession en 2009 qui amplifie son écart avec les moyennes nationales
- Ø La Lorraine s'en sort mieux dans l'énergie et dans l'automobile où nous passons de la 4^{ème} à la 2^{ème} place, derrière la Franche-Comté
- Ø La Lorraine est une terre exportatrice mais son solde commercial est en question
- Ø Les exportations concernent 1/3 du PIB de la Lorraine alors qu'il n'est que de 1/5 pour la France
- Ø Le solde commercial est déficitaire avec l'Europe de l'Est mais la Turquie devient notre 2^{ème} partenaire
- Ø Les 5 secteurs exportateurs :
 - Bois, papier, carton (1^{er} exportateur français)
 - Produits métallurgiques (3^{ème} exportateur français)
 - Machines industrielles et agricoles (4^{ème} exportateur français)
 - Caoutchouc, plastique (4^{ème} exportateur français)
 - Construction automobile (5^{ème} exportateur français)
- Ø Mais la Lorraine est peu présente dans les secteurs à haute valeur ajoutée

- Elle est insuffisamment positionnée dans la haute technologie
- Ø La situation de l'emploi est plus mauvaise en Lorraine qu'en France, elle subit 11% des destructions des emplois en France...
 - Ø Le travail frontalier s'amplifie. Le cap des 100 000 salariés qui franchissent la frontière pour travailler a été atteint en 2011. Une typologie des emplois transfrontaliers est constatée :

Allemagne	[emplois industriels
Luxembourg	[emplois de services
Belgique	[une croissance surprenante et non définie
 - Ø Au niveau de la Formation, par rapport à la moyenne française, la Lorraine a plus de bacheliers mais moins d'étudiants et de non-diplômés...
 - Ø La crise a touché davantage les Femmes que les Hommes : la part des demandeurs d'emploi représentait 73% des Hommes entre 2008 et 2009 alors qu'entre 2010 et 2011, celle des Femmes est passée à 88%
 - Ø Quant à la pauvreté, celle-ci s'est déplacée vers les jeunes
 - Ø La rupture constatée dans les constructions de logements s'est accélérée avec la crise
 - Ø La Lorraine est la 15^{ème} Région pour le Revenu Fiscal mais la 12^{ème} pour le revenu disponible, ce qui est un effet de la redistribution

Après ce bilan, le rapport insiste sur la nécessité de changer d'échelle et de connaître un nouvel état d'esprit :

- 1) Des politiques publiques prioritaires innovantes et durables
 - Au cœur de l'économie : l'innovation et la priorisation
 - Elever globalement le niveau des qualifications et augmenter le nombre d'emplois supérieurs
 - Le modèle lorrain de l'optimodalité voyageurs et marchandises
 - Inventer une autre vision du développement urbain
 - Organiser les nouvelles solidarités
- 2) Une nouvelle gouvernance
 - Une gouvernance du développement durable à inventer
 - Une nouvelle gouvernance territoriale : constitutive d'un « SRADDT »
 - Une nouvelle gouvernance sociale

Avant que la discussion ne s'ouvre, la parole est donnée à Michel Dinet, représentant le Conseil Régional.

Dans son long discours passionné et passionnant, il a rappelé le travail commun entre le CESEL et le CR dans le cadre de l'action qu'il mène sur l'ambition de la Lorraine 2020.

Il a développé sa vision des choses et s'est inscrit dans une dynamique de l'espoir.

Pour lui, c'est dans le brassage des initiatives, des lieux, des cultures, que l'on construit un projet commun.

Lorraine 2020, c'est proposer un cap commun à la Lorraine où la Région pourra réorienter son action.

Ensuite, c'est le nouveau Préfet de Région qui s'exprime : quel contraste avec l'ambition de Michel Dinet et les perspectives du CESEL... !

Laborieusement, le Préfet explique tous les bienfaits des actions et des moyens de l'Etat en Lorraine !...

Dans la discussion, le 1^{er} Collège regrette que la compétitivité des entreprises ne soit pas prise en compte, mais, plus surprenant, affirme que les salaires ne doivent pas être la seule variable d'ajustement. Bien sûr, il est normal d'avoir des charges sur ce qui est généré par le travail, mais pas celles dues aux solidarités nationales...

Pour le MEDEF, il faut rappeler que les entreprises sont les premiers financeurs de la formation continue et de l'alternance. Par ailleurs, il faut inscrire la Lorraine dans la Grande Région.

Raymond Bayer est intervenu au nom de la CGT.

Son intervention – très écoutée – est reprise en fin de compte-rendu et resitue la situation économique, sociale et environnementale dans le cadre des bouleversements actuels et de la souffrance que subissent les lorrains.

Ensuite, alors que le Représentant de la jeunesse lorraine intervenait, le Préfet a préféré quitter la séance...

Les jeunes ne l'intéressent pas et le repas de midi n'est bon que s'il n'attend pas...

Or l'intervention sur la jeunesse était très juste.

Il est regretté que la politique jeunesse soit toujours dans le slogan mais pas dans l'action.

Les jeunes ont besoin d'être considérés, ils ont besoin de se projeter, de vivre...

Il faut cesser de voir les jeunes en général et les jeunes immigrés comme des problèmes.

Il a également mis en valeur la situation des jeunes qui deviennent sans-papiers et interdits de travail après leurs études.

La Représentante de l'information des femmes et des familles est intervenue pour que soit examiné plus en détail le surendettement. En effet, aujourd'hui, en Lorraine, le surendettement ne concerne pas une personne mais l'ensemble d'une famille et les dossiers concernant les retraités sont en augmentation.

Si Solidaires partage l'intervention de la CGT et des jeunes, il rappelle que la Réforme des Collectivités Territoriales est contestable et à revoir.

DECLARATION CGT

On ne peut que souscrire aux différentes interventions soulignant la qualité et l'importance du travail réalisé et remercier le rapporteur général et toute son équipe, ainsi que les collaborateurs du CESER pour leur engagement dans ce moment fort de la vie de notre CESER. Après avoir reçu chaque mois le « tableau de bord » de la SITECO, montrant une dégradation constante de nos indicateurs de l'emploi et de la précarité sociale nous entrons plus encore dans l'incertitude et l'angoisse en face d'une situation qui ne fait que s'aggraver pour les salariés et leurs familles.

Nous, syndicalistes de la CGT, nous ne sommes pas les observateurs haut placés (fussent-ils engagés comme le disait Raymond Aron) ou les experts capables de troublantes et contradictoires analyses pour les plateaux de télévision.

Nous ne sommes pas dégagés des contingences sociales et économiques nous analysons les choses en vivant les destructions d'emplois très concrètement.

L'école de nos enfants, la formation professionnelle, le logement, la santé, la diminution des ressources, la dégradation de l'environnement avec celles des conditions de travail, l'abandon progressif et programmé des services publics ne se constatent pas sur des tableaux ou dans la presse, ils se vivent concrètement par des milliers - des millions à l'échelle de la nation - de personnes qui nous interpellent, nous font confiance et agissent pour tenter de changer le cours néfaste des choses.

Le syndicalisme doit jouer son rôle de pôle de résistance et de force de propositions pour changer ce qui est essentiel pour l'avenir : un autre partage des richesses et un monde fondé sur la solidarité.

Tout le contraire de ce qui se passe aujourd'hui et notre Région ne saurait être épargnée par ce mouvement. Car notre Région ne se trouve sur une île préservée de toutes les contraintes qui pèsent sur notre avenir en raison des choix économiques et financiers qui sont pris au détriment de l'intérêt général.

Nous constatons l'impuissance des pouvoirs politiques devant la « dictature des marchés » qui peuvent aller jusqu'à démettre des gouvernements en nommant leurs « euros-technocrates » à la tête des gouvernements après être passés dans les sphères des pouvoirs bancaires et particulièrement de Goldman Sachs responsable - entre autre - de la faillite de 2008 . Les marchés qui fonctionnent à la nanoseconde et qui s'en remettent à des robots pour réaliser des opérations financières destructrices de milliers d'emplois dans le monde. (source Médiapart - Patrick Viveret, philosophe, ancien conseiller honoraire de la cour des comptes, auteur de « reconsidérer la richesse »).

Plus grave encore, alors que notre CESER rappelle à chaque circonstance son attachement à l'espace transfrontalier et à la Grande Région, nous voyons l'Europe se dissoudre chaque jour davantage dans cette logique du marché ou chaque pays se replie sur lui-même en regardant du côté des agences de notation pour conserver ses crédits. L'Europe des citoyens a été kidnappée pour la remplacer par une sorte d'espace économique libéral qui s'ouvre aux spéculateurs capables de faire tomber sa monnaie. Là aussi le syndicalisme européen réagit mais il ne trouve guère de place pour se faire entendre.

Chaque jour apporte une mauvaise nouvelle qui montre la fragilité d'un système qui ne veut pas se transformer dans l'espoir de gagner encore un peu plus d'argent et de pouvoir. Peugeot- Citroën, Arcelor-Mittal... annoncent des compressions, des arrêts d'activité entraînant les sous-traitants à licencier et à restreindre leurs activités.

Les services de santé sont mis au régime sec avec pour la vallée de la Fensch la suppression de services hospitaliers performant et utiles à la population. Les services publics de l'emploi ne peuvent plus assurer normalement leurs missions et notre école se dégrade aux yeux même de l'OCDE.

En plus après un premier, voici le second « plan de rigueur » en attendant le troisième qui ne s'appelle pas Godot.

Ces mesures touchent principalement les salariés et les privés d'emplois ces pauvres qui vivraient de la générosité publiques et qui logent dans des appartements sociaux

alors qu'ils devraient être réservés à ceux qui ont un emploi, qui devront travailler 7 heures par semaine pour justifier leur allocation dérisoire, alors qu'ils souhaitent tout simplement obtenir un véritable emploi... Et puis de quoi juguler la crise, les fonctionnaires perdront une journée de rémunération et les salariés du privé quatre jours s'ils ont l'audace d'obtenir un arrêt maladie de leur médecin !

Sommes-nous loin de la Lorraine et de sa situation économique, sociale et environnementale en disant cela ?

Nous ne le croyons pas car notre Région est dans l'œil du cyclone peut être plus que d'autres !

En effet notre décalage avec les créations d'emplois est structurel et il ne fait que s'accroître, les dégradations de certains indicateurs sont le produit du deuxième choc industriel alors qu'en réalité nous n'avons pu réussir véritablement notre reconversion vers le tertiaire et les nouvelles industries.

Ce choc n'est pas spécifiquement lorrain il est lié à la transformation globale de la production à moindre coût salariaux. Essentiellement sociale la gestion de l'abandon de nos industries de base a eu un coût exorbitant et c'est seulement grâce au dynamisme de notre voisin Luxembourgeois que des enfants de sidérurgistes et de mineurs ont pu rester en Lorraine alors que d'autres étaient obligés de partir. La démographie atone de notre région ne peut s'analyser sous le seul regard de l'économie régionale et si nos écoles et la future Université Lorraine risquent d'avoir moins d'élèves et d'étudiants c'est parce que depuis de trop longues années nous n'avons pu réaliser notre reconversion en raison de l'abandon de l'engagement envers notre région des pouvoirs publics et des grands groupes financiers et industriels nationaux.

Au cœur du renouveau Lorrain se pose en premier la question de l'emploi, du développement des qualifications professionnelles, de la recherche, de l'innovation et de la création d'activités économiques pérennes.

La condition du développement lorrain repose aussi sur l'amélioration des conditions de vie des lorrains eux-mêmes et de leur capacité à pouvoir être leur propre « ambassadeur » pour vanter un bien être qui reste encore à construire dans les territoires éloignés des grands centres ou plus marqués que d'autres par le déficit d'emplois et les faibles niveaux de qualifications. Dans ces secteurs des mesures ciblées et urgentes s'imposent à tous les responsables publics pour ne pas voir des déserts sociaux et culturels se dessiner sur de nouvelles cartes.

Pour conclure nous ne négligeons en aucune façon les préconisations et les propositions de notre rapport pour donner à la Lorraine un espoir indispensable car personne ne peut aujourd'hui se satisfaire de cette situation.

Mais attention ne nous accrochons pas aux branches en oubliant que l'arbre est malade car c'est bien à un problème systémique que nous sommes confrontés et imaginer que nous pourrions à nous seuls nous sauver serait une erreur grave.

Certes, il faut que l'ensemble de ceux qui ont un pouvoir et des moyens d'agir travaillent ensemble et que nous puissions sortir du cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons. Surtout méfions-nous de tous les replis, identitaires, économiques, sociaux et culturels. Nous voyons en Europe de nouveaux extrémismes se mettre en marche et cela est aussi le fruit de cette économie dérégulée qu'il faut absolument remettre au cœur du débat public et dans les têtes et les mains des citoyens.